peut rien dire pour ou contre qui n'eût déjà été dit. Pour sa part il ne voit pas que l'extension de cette loi aux cultivateurs peut leur être avantageuse. Il ne croyait pas que comme classe ils la requièrent ou la désiraient. Il savait que dans la division qu'il représente, ils regarderaient comme une espèce d'injure, s'il demandait l'extension du bénéfice de la loi, si bénéfice il y a, à la classe agricole en général. D'un autre côté, il ne partage pas les vues des hon. messieurs qui avancent qu'on abusera du privilège. Il y eut un temps, avant que l'acte fut restreint dans son opération, où les cultivateurs pouvaient en avoir le bénéfice, et il se rappelle deux ou trois exemples où les cultivateurs se prévalurent du bénéfice de l'acte et il sait que leurs voisins agriculteurs regrettent que ces deux messieurs furent obligés d'adopter ce moyen, vu que l'acte avait flétri leurs noms jusque là sans tache. Ce bill ne sera jamais passé si chaque hon. député veut greffer ses propres vues sur chaque clause. Le nombre d'améliorations et de changements suggérés à la mesure lui rappelle ce que le poète décrit—“ Il en est des esprits des hommes comme de leurs montres—pas deux exactement semblables, et chacun a foi en la sienne.” Il espère que les hon. députés parleront le moins possible sur cette question, et acceptent le bill tel que proposé par l'hon. ministre de la Justice. Si chacun essaie à l'améliorer le résultat de leurs contributions collectives sera quelque chose ressemblant à la description donnée par son hon. ami de Wentworth, n'ayant rien de pareille dans les cieux ou sur la terre.

M. SCATCHERD dit que l'hon. député de Toronto Centre s'est efforcé de répondre à la question pourquoi de cultivateurs n'auraient pas droit aux avantages de l'acte. La raison qu'il a donnée est que la propriété du marchand est meuble et que celle du cultivateur est fixe. Mais cela n'est pas une réponse satisfaisante, car l'homme qui a un bien-meuble est déchargé tout-à-fait, et l'homme qui possède un immeuble ne peut être déchargé. L'hon. monsieur semble croire par sa réponse qu'il a surmonté toutes les objections, mais malgré sa réponse, l'hon. monsieur

s'apercevra qu'un grand nombre ne se contentera pas d'un argument semblable.

M. ORTON dit qu'il incombe à chaque membre de cette Chambre de donner sa considération sérieuse à cette mesure. Il ne voit, d'après les divers arguments des deux côtés de la Chambre, aucune bonne raison pourquoi le bill, qui affecte un si grand nombre d'intérêts, ne s'appliquerait pas à chaque intérêt. Il ne voit pas pourquoi l'un des plus grands intérêts de la Puissance, savoir, les intérêts agricoles, ne seraient pas compris dans une mesure de cette nature. Il prétend que les arguments contre la proposition d'admettre les cultivateurs avaient manqué leur but. Le principal argument était qu'il n'y avait pas de risque dans leur vocation, mais il maintient qu'il n'y a pas de vocation plus exposée que celle du cultivateur. Dans le Nord-Ouest, dont les capacités agricoles ne viennent que d'être développées, et où les cultivateurs sont nombreux, les sauterelles ont dévasté les moissons d'année en année. Dans notre propre pays, il y a eu des saisons où le blé a été presque entièrement détruit par le moucheron; et dans les vieux pays, les risques des cultivateurs se voyaient en Irlande par les ravages de la maladie des patates, qui s'est fait sentir par tout le pays, et complètement ruiné les habitants. Si un cultivateur tombe en difficulté par le manque de moissons, pourquoi ses dettes resteraient-elles suspendues à son cou comme une meule, sans pouvoir s'en débarrasser. Si les cultivateurs sont exclus, l'acte de faillite est d'aucune utilité. Pourquoi le commerce ne se réglerait-il pas par lui-même. Il croit qu'il y a trop de législation intertempore aujourd'hui dans le pays, et si l'affaire était laissée à elle-même, il pense que le commerce se réglerait par lui-même. Le marchand n'est pas obligé de faire crédit, à moins qu'il ne le veuille bien, et il ne voit pas pourquoi le marchand et l'hôtelier aurait une loi pour échapper à la responsabilité, tandis que les cultivateurs et autres qui gagnent leur vie d'une manière plus industrielle, sont privés des mêmes avantages. Ce bill tend évidemment à établir un commerce entoué de risques, et des affaires incertaines dans ce pays. Si le cultivateur